

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU MAIRE

SERVICE FINANCES

FB/HB

DECISION N° 23 _ 08157

Le MAIRE de VILLEPARISIS,

Vu, le code général des collectivités territoriales (CGCT) et, notamment, ses articles L 2322-1 et L 2322- 2 ;

Vu, la délibération du Conseil municipal n°2022-27/03-07 du 29 mars 2022 portant vote du Budget primitif 2022 et nouvelles dispositions relatives aux articles spécialisés ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°23_07712 du 28 mars 2023 autorisant le Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections (fonctionnement et investissement) pour le budget principal ;

Considérant qu'il y a lieu d'employer les crédits pour régulariser la refacturation d'achats de licences par la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France ;

Objet : M57 – Fongibilité des crédits : décision budgétaire modificative portant virement de crédit de chapitre à chapitre de la section d'investissement.

DECIDE

Article 1

Est autorisé le virement de crédit suivant :

Section d'investissement du chapitre «21» vers le chapitre «20» d'un montant de 8230.95 €.

Correspondant au détail des comptes à mouvementer suivants :

GESTIONNAIRE	FONCTION	NATURE	SERVICE	MONTANT
INF	213	21831	INF	- 8 230,95 €
INF	020	2051	INF	8 230,95 €

Conformément aux dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M57, les mandats afférents aux dépenses imprévues seront imputés sur les natures et fonctions correspondant auxdites dépenses, auxquels sera jointe la présente décision budgétaire portant virement de crédits.

Article 2

Conformément à l'article L 2322-2 du CGCT, il sera rendu compte de ce virement de crédit à la première réunion du Conseil municipal qui suit l'ordonnancement de chaque dépense.

Article 3

Le Maire est autorisé à signer toutes les pièces s'y rapportant.

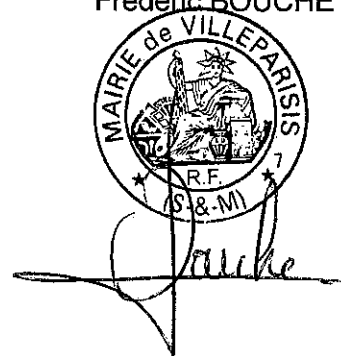
Article 4

Madame la Directrice Générale des Services et le Comptable Public sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet de Meaux, à Madame la Comptable des Finances Publiques de Meaux et portée à la connaissance du Conseil Municipal.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à VILLEPARISIS, le 13 juillet 2023.

Le Maire,
Frédéric BOUCHE



Accusé de réception en préfecture
077-217705144-20230719-23_08157-AU
Date de télétransmission : 19/07/2023
Date de réception préfecture : 19/07/2023